

Journée *internationale* francophone de la *prévention* des *violences* sexuelles

Photo by Salman Hossain Saif on Unsplash



HELPLINES*

* Lignes d'écoute, d'aide, d'évaluation et d'orientation...

un appel qui sauve ?

L'intervention de première ligne destinée aux personnes aux prises avec des fantasmes sexuels déviants ou attirées par des mineur-e-s.

1^{er} juillet 2022,
Auditorium du Ministère des Solidarités et de la Santé, Paris



La journée d'étude « Helplines : un appel qui sauve? » est réalisée à l'initiative d'un consortium d'équipes soignantes francophones étant impliquées dans la prévention des violences sexuelles sur mineurs et/ou la prise en charge des personnes attirées sexuellement par les mineurs ou ayant des fantasmes socialement inacceptables :

- le CAB, Stop it now Bruxelles (Belgique)
- Dis No (Suisse)
- Ca suffit (Québec)
- SéOS (Belgique)
- la FFCRIAVS, dispositif STOP (France)

Cette journée est hébergée par le Ministère de la Santé et de la prévention dont elle obtient le soutien.



La prévention des violences sexuelles

S'unir pour lutter contre les violences sexuelles sur mineurs : vers une charte internationale

La prévention des violences sexuelles est un enjeu majeur de sécurité et de santé publiques. Son efficacité tient dans une articulation d'interventions diversifiées et combinées entre la prévention primaire, secondaire et tertiaire.

C'est dans ce sens que la FFCRIAVS a mis en place depuis 2020 avec le soutien du Secrétariat d'état à la protection de l'enfance et des familles et le Ministère des Solidarités et de la Santé désormais rebaptisé à dessein Ministère de la Santé et de la Prévention, **le dispositif STOP**. Ce service téléphonique d'orientation et de prévention s'adresse en effet aux **personnes attirées sexuellement par les enfants**, vise à éviter le passage à l'acte, et permet donc enfin **d'agir à la source des violences sexuelles**.

Tous unis pour lutter contre les violences sexuelles commises sur les enfants, **les équipes de soin francophones (Belgique, Suisse, Québec, France)** ayant mis en place des dispositifs similaires travaillent désormais conjointement pour alimenter la recherche et améliorer les pratiques professionnelles.

La journée d'étude « Helpline : un appel qui sauve ? » se tiendra le 1^{er} juillet 2022 à l'Auditorium du Ministère de la Santé et de la Prévention et permettra d'interroger l'inscription de ces dispositifs dans les parcours de prévention impliquant tous les acteurs.

A l'issue de la journée, **l'ensemble des équipes de soin francophones signeront la Charte internationale** encadrant les Lignes d'écoute destinées aux personnes aux prises avec des fantasmes sexuels déviants ou attirées par des mineur-e-s. Cet évènement inédit à l'international s'inscrit dans la nécessité, plus que jamais, de dessiner un cap en commun comprenant des recommandations propres à cette problématique.

La prévention des violences sexuelles : vers une approche variée combinée.

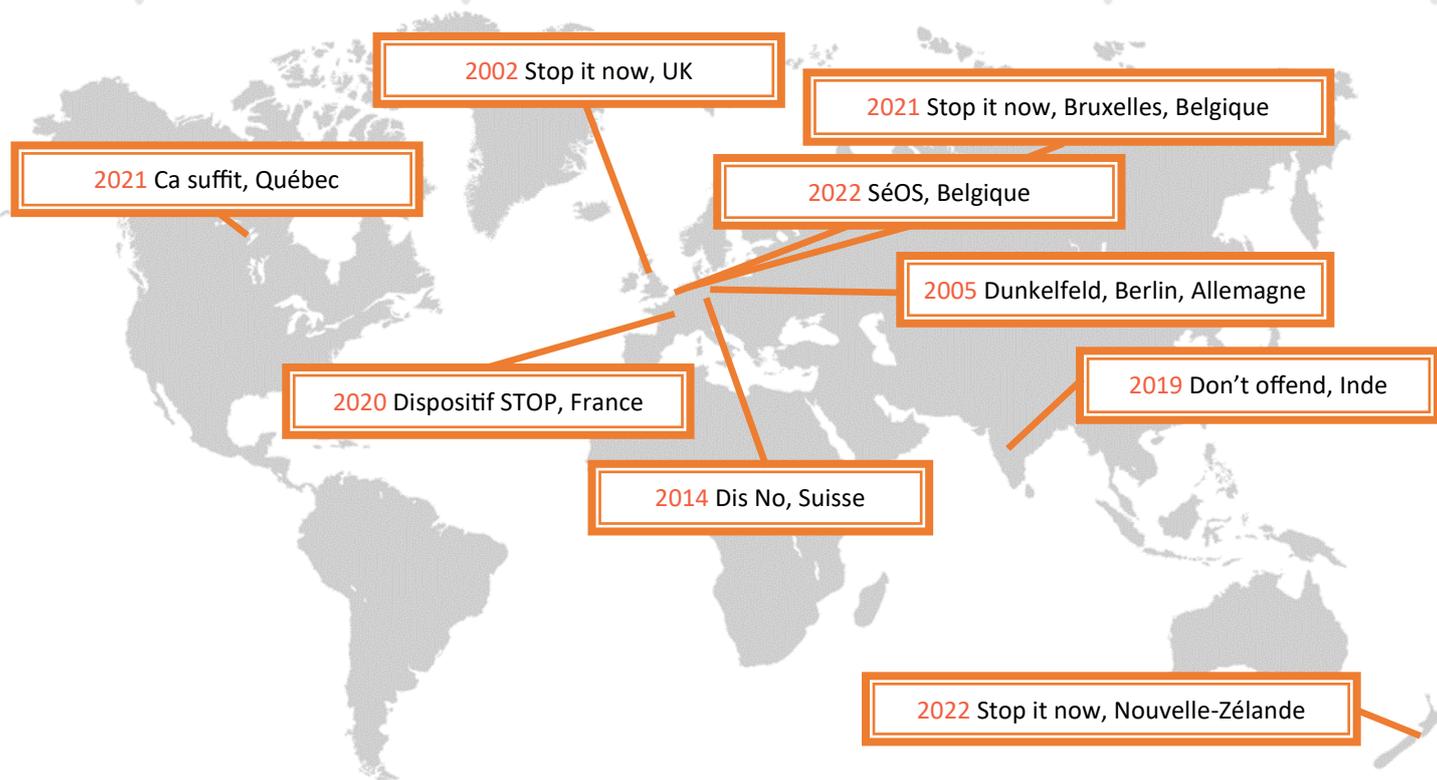
Les violences sexuelles sont un problème de santé publique (Barth, Bermetz, Heim, Trelle et Tonia 2013) et sont l'un des principaux contributeurs à la charge mondiale de morbidité (Mathers, Stevens et Mascarenhas, 2009). Leurs conséquences sont particulièrement graves lorsqu'elles sont subies par des mineurs (Hailes, Danese et Fazel 2019).

Ces violences sont réalisées le plus souvent par des **personnes attirées sexuellement par des mineurs ou souffrant de trouble pédophilique**, ce qui représente selon les études entre **7 et 20% de la population générale** (Becker-Blease, Frinend et Freyd, 2006 ; Smiljanich et Briere, 1996 ; Wurtele, Simons et Moreno, 2013). Au moins une fois sur deux, ces personnes ont cherché de l'aide et lorsqu'elle ont eu accès à une helpline, l'appel était justifié par la crainte d'un passage à l'acte (Volet, Courvoisier et Aebi, 2011).

La création de lignes d'écoute et d'orientation spécialement dédiées a débuté dans les années 90 en Europe et voit une accélération de son développement à travers le monde. **Cette offre s'inscrit naturellement dans chaque pays de manière complémentaire et articulée entre les dispositifs de prévention primaire et tertiaire**, dans une démarche de prévention secondaire ciblée, pour des population à risque.

Un référentiel international est aujourd'hui nécessaire pour favoriser le développement de ces lignes d'écoute et d'orientation à disposition des personnes attirées sexuellement par des mineurs, pour éviter de nouvelles violences et de nouvelles victimes.

Helplines à destination des PAM et des PFSI dans le monde



Journée d'étude

1er juillet 2022, Paris

Journée *internationale* francophone de la *prévention* des *violences* sexuelles

Photo by Salman Hossain Saif on Unsplash



HELPLINES*

* Lignes d'écoute, d'aide, d'évaluation et d'orientation...

un appel qui sauve ?

L'intervention de première ligne destinée aux personnes aux prises avec des fantasmes sexuels déviants ou attirées par des mineur-e-s.

1^{er} juillet 2022,
Auditorium du Ministère des Solidarités et de la Santé, Paris



PROGRAMME

9h-9h30 **Allocutions d'ouverture, présentation du groupe de travail**

1^{ère} partie : Prévention de la violence sexuelle sur mineur : pluralité et convergence des définitions et cadres théoriques à l'international

Modération : Ingrid BERTSCH, docteur en psychologie, CRIAVS de Tours, FFCRIAVS, France.

9h30-9h45 : **Trouble pédophilique et MAP : évolution de la nosographie, foisonnement terminologique, et enjeux pour la clinique**

Aziz HARTI, psychologue sexologue, Centre d'Appui Bruxellois, Belgique.

9h45-10h00 : **Quid des autres fantasmes sexuels « déviants » ?**

Marie-Hélène PLAETE, SéOS, UPPL, Belgique.

10h15-10h45 : **Quelle(s) prévention(s) ? Approche théorique et pratique.**

Dr Mathieu LACAMBRE, psychiatre, CHU de Montpellier, FFCRIAVS, France.

Michèle JANSSENS, coordinatrice du Centre d'Appui Bruxellois, Belgique.

2^{nde} partie : Des pays, un défi !

Modération : Jérôme BERTIN, directeur de France Victime, France.

11h-12h15 : **Groupe de travail francophone : présentation-capsule de chaque structure et des différents dispositifs**

Fédération française des CRIAVS (et dispositif STOP) (France), SéOS (Belgique), Stop it Now – Bruxelles (Belgique), Dis No (Suisse), et Ca suffit (Québec).

14h-14h30 : **L'expérience pionnière : Lucy Faithfull to STOP It Now**

Donald FINDLATER, directeur de Stop it Now, Lucy Faithfull Foundation, Royaume-Uni.

3^{ème} partie : Questionnements liés au développement d'une helpline

Modération : Hakim GONTHIER, Dis No, Suisse

14h45-15h15 : **Crainte du passage à l'acte et gestion de crise ?**

Pascal KAYAERT, directeur de Télé-Accueil Bruxelles, Belgique.

15h30-16h : **Quand les moteurs de recherche trouvent la parade**

Olivier ESPER, directeur des relations institutionnelles, Google France.

16h-16h30 : **Communiquer sur la sexualité et les fantasmes déviants : mission (im)possible ?**

Jérôme ANDRE, directeur de HF Prévention, vice-président du COREVIH IDF Sud, France.

16h30-17h : **Dispositifs de prévention de première ligne : quels enjeux ?**

Samuel COMBLEZ, E-enfance, France.

4^{ème} partie : Synthèse et conclusion

17h-17h15 : **Synthèse et conclusion**

Edouard DURAND, magistrat, coordinateur de la CIIVISE, France.

17h15-17h30 : **Signature d'une Charte internationale francophone**

« Lignes d'écoute pour personnes attirées sexuellement par des mineurs »

Le groupe de travail

international francophone impliqué dans la prévention de violences
sexuelles



Le dispositif STOP (Service Téléphonique d'Orientation et de Prévention)

Développé par la Fédération française des CRIAVS (FFCRIAVS), le projet a pour visée la création **d'un dispositif téléphonique d'évaluation et d'orientation vers les soins pour les personnes attirées sexuellement par les enfants.**

Techniquement, il s'agit d'une plateforme téléphonique permettant, suite à un message d'accueil, de renvoyer vers un interlocuteur sur le département de résidence (ou de naissance, le cas échéant) que l'appelant aura renseigné en tapant le numéro sur son clavier.

L'appel est traité par les équipes pluridisciplinaires des CRIAVS : le secrétaire accueille et organise l'évaluation téléphonique réalisée par son collègue clinicien (psychologue, psychiatre, infirmier) en vue d'une orientation vers une prise en charge adaptée.

Coordonnateurs du dispositif STOP : Ingrid Bertsch (docteure en psychologie), Fabienne Clergue (secrétaire répondante), Dr Mathieu Lacambre (psychiatre).

Éléments de contexte

Ce projet répond aux recommandations émanant des professionnels et des politiques impliqués dans la prévention des violences sexuelles et la protection de l'enfance :

« Proposition 14 : évaluer et développer au niveau national l'expérience de réseaux d'écoute pour proposer un numéro d'appel unique. » issue du rapport de la commission de l'audition publique « Auteurs de Violences Sexuelles : prévention, évaluation, prise en charge », qui s'est tenue les 14 et 15 juin 2018 au Ministère des Solidarités et de la Santé. (voir 2.3 « Principaux projets de la FFCRIAVS)

« Proposition 10 : créer une structure dédiée à l'écoute et l'accompagnement des personnes pédophiles afin d'éviter tout passage à l'acte. » issue de la Mission Commune d'Information « Infractions sexuelles sur mineurs commises par des adultes dans le cadre de leur métier ou de leur fonction » du Sénat. Cette commission a auditionné un ensemble d'experts sur la question, dont la FFCRIAVS suite à l'audition publique sus-citée.

En 2019, **le dispositif STOP a été intégré dans le Plan de lutte des violences faites aux enfants porté par le Secrétariat d'état à la protection de l'enfance et des familles.**

Les CRIAVS

Les **Centres Ressources pour les Intervenants auprès des Auteurs de Violences Sexuelles (CRIAVS)** sont des structures de **service public** placées sous la responsabilité du Ministère des Solidarités et de la Santé et sont rattachées à des établissements de santé. Leurs équipes sont pluridisciplinaires (plus de 15 corps de métier représentés), essentiellement composées de professionnels de la santé mentale.

Leurs actions s'adressent à tout professionnel ou toute institution concernée par la problématique des violences sexuelles, notamment dans les champs suivants : Santé, Justice, Socio-Éducatif, Éducation Nationale, Formation, Enseignement supérieur, Sécurité publique...

Au nombre de 27, répartis sur l'ensemble du territoire, ils sont réunis au sein de la FFCRIAVS pour construire des projets communs d'envergure nationale et internationale.

Présidente de la FFCRIAVS : Dr Anne-Hélène Moncany (psychiatre)

Prévention de la maltraitance et des abus sexuels envers les enfants

L'association DIS NO

DIS NO, association à but non lucratif créée en 1995, a pour mission de prévenir la maltraitance et les abus sexuels envers les enfants. Elle est active sur toute la Suisse romande.

En 2014, l'association a choisi d'explorer une approche préventive novatrice qui s'adresse aux personnes aux prises avec des pensées à caractère sexuel envers les enfants, et/ou consommant du matériel pédopornographique (ci-après groupe cible). Selon diverses études scientifiques, environ 1% de la population masculine – parmi laquelle on trouve des adolescents et des jeunes – serait concernée par des attirances envers les mineur-e-s. Cette approche en prévention secondaire a pour mission d'intervenir avant qu'un acte d'ordre sexuel sur mineur-e ne soit commis.

Cette approche est aujourd'hui reconnue au niveau international et est soutenue en Suisse aux niveaux fédéral et cantonal. L'association DIS NO, en tant que structure unique en Suisse romande, répond à l'entière responsabilité des sollicitations provenant des francophones (plus de 2 millions d'habitants).

Nos prestations et quelques chiffres

DIS NO offre aux personnes concernées et à leur entourage une écoute active, un soutien sans jugement et des informations ciblées, afin de les encourager à chercher de l'aide et de leur permettre de continuer à agir de manière responsable et respectueuse de l'intégrité des enfants.

DIS NO encourage également ses bénéficiaires à rechercher une aide spécialisée. Pour cela, les intervenants leur facilitent l'accès à des thérapeutes spécialisés et les accompagnent dans le processus d'orientation. L'équipe dispose d'un réseau de professionnels spécialisés dans cette thématique, auprès duquel les personnes concernées peuvent entamer un suivi thérapeutique. Un travail continu est effectué pour renforcer et développer ce réseau.

Des partenariats, comme celui avec l'association destinée aux jeunes CIAO.ch, avec les services de police, permettent à DIS NO de s'adresser à des publics spécifiques, comme les adolescents ou les personnes découvertes par les autorités pour consommation de matériel pédopornographique, afin qu'elles trouvent les aides nécessaires pour résoudre leur problème.

Depuis l'ouverture du service en 2014, les sollicitations ont continuellement augmenté. Depuis cette date, DIS NO a reçu 1343 sollicitations. Parmi ces dernières, 732 ont été portées par 227 personnes du groupe cible. 189 sollicitations provenant de 98 personnes de leur entourage ont été recensées (conjoint·e, ami·e, ex-partenaire, thérapeute...).

Outils de communication

L'association s'est aussi dotée d'une stratégie et de supports permettant de faire connaître son service auprès de son public cible, des proches et des professionnels :

www.disno.ch

[Page Facebook](#)

[Chaîne YouTube](#)

[Page LinkedIn](#)

Contact

Association DIS NO

Hakim Gonthier, Directeur

Cloé Rawlinson, Psychologue intervenante

Gaëlle Pizzotti, Chargée de communication & marketing

Monthey et Lausanne (Suisse)

Tél : +41 24 471 69 04 ; +41 78 640 46 36

0800 600 400

info@disno.ch

ÇA SUFFIT

ORIGINE DU PROJET

Inspirée de la ligne d'écoute "Stop It Now!", créée en 2002 au Royaume-Uni, Ça suffit est son adaptation québécoise. Stop It Now! Royaume-Uni a été fondé grâce à la Lucy Faithfull Foundation, organisation caritative de protection de l'enfance œuvrant pour réduire les risques d'agressions sexuelles chez les enfants. L'équipe de Ça suffit a travaillé en collaboration avec Stop It Now! Royaume-Uni afin de proposer une version francophone de leur contenu. Nous souhaitons remercier M. Stuart Allardyce, directeur de la Lucy Faithfull Foundation et du Stop It Now! Écosse, ainsi que M. Donald Findlater, directeur de Stop It Now! Royaume-Uni et Irlande.

Ça suffit s'inspire également du projet de prévention Dunkelfeld (Dans l'ombre, en français). Lancé en 2005 en Allemagne, ce projet avait pour objectif de prévenir les infractions sexuelles à l'encontre des enfants en partant du postulat qu'une personne n'est pas responsable de ses préférences sexuelles, mais bien de ses comportements.

Comme en Europe, notre volonté est de permettre aux hommes ayant des intérêts sexuels envers les mineurs de recevoir l'aide adéquate afin de prévenir un éventuel passage à l'acte. Nos services s'adressent également à toute autre personne vivant une souffrance reliée à des fantasmes sexuels.

Afin de venir en aide aux hommes aux prises avec des intérêts problématiques, Ça suffit offre divers services :

- Une ligne d'écoute gratuite et anonyme afin de vous écouter sans jugement : [1-844-654-3111](tel:1-844-654-3111)
- Des modules d'autoassistance en ligne afin de vous aider dans la gestion de vos intérêts sexuels problématiques

SERVICES

La ligne téléphonique ainsi que le service de clavardage visent à vous offrir une écoute active, anonyme et confidentielle.

Les modules d'autoassistance du site Internet ont l'objectif de vous aider à mieux comprendre vos fantasmes et comportements sexuels problématiques. Ce travail individuel vous permet d'y aller une étape à la fois, selon votre rythme.

Les modules offrent également des outils de réflexion afin de vous aider à développer une relation positive et saine avec la sexualité. Il est important de souligner que ces modules ne remplacent pas un suivi régulier avec un(e) professionnel(le).

L'ÉQUIPE

L'équipe est composée de sexologues, de criminologues et d'intervenantes ayant adapté et implanté le projet au Québec. Ces professionnels ont également le rôle de superviser et assurer la formation continue des bénévoles. À titre de personnes-ressources, ils offrent des conseils et suggèrent des améliorations, au besoin.

Membre de l'équipe actuelle

Yves Paradis : Sexologue M.A. et psychothérapeute

Clara Audoin : Criminologue M. Sc.

Julie Simonneau : Criminologue M. Sc.

Pauline Delfini : Intervenante en criminologie, M. Sc. ©

CONTACT : casuffit.info@gmail.com

POUR ALLER PLUS LOIN : www.casuffit.info



Qui sommes-nous ?

« **Stop It Now ! Bruxelles** » est un dispositif d'écoute et de prévention, gratuit et confidentiel, qui a pour objectif de venir en aide aux personnes attirées sexuellement par les mineur·e·s. en vue de prévenir et d'éviter les éventuels passages à l'acte.

Toute personne confrontée à la violence sexuelle, comme l'entourage proche (famille, ami·e·s, voisin·e·s, collègues), les professionnel·le·s et les victimes potentiel·le·s peuvent également nous contacter.

Notre dispositif comprend une ligne d'écoute téléphonique, ainsi qu'un service tchat et mail.

Nos missions

Ecouter

Notre équipe de professionnel·le·s qualifié·e·s propose une écoute non jugeante pour accompagner les personnes qui présenteraient des fantasmes et/ou des comportements sexuels problématiques envers des mineur·e·s.

Evaluer

Nous évaluons la situation dans différents buts : éviter un passage à l'acte sexuel et préserver de potentielles victimes mineures ; accompagner les personnes avec des fantasmes ou des comportements sexuels impliquant des enfants ou des adolescents ; réduire la souffrance induite par ces fantasmes et comportements.

Informier

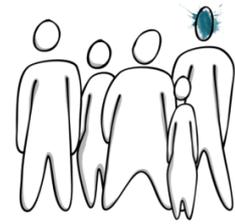
Nous fournissons des informations actualisées et ciblées au regard des demandes spécifiques des personnes qui nous sollicitent.

Orienter

Nous avons le souhait d'orienter toute personne qui nous contacte vers les dispositifs d'accompagnement adéquats selon sa problématique, son lieu de vie et ses ressources.

Le projet Stop It Now ! Bruxelles est subsidié par Bruxelles Prévention et Sécurité depuis décembre 2021.

Stop It Now ! Bruxelles
www.stopitnow.brussels
Tél : 0800 14 112



SéOS, Service d'Écoute et d'Orientation Spécialisé, est un dispositif de prévention à destination des personnes qui **se questionnent sur la notion de consentement** ou sur des **comportements potentiellement inadéquats** ou encore qui présentent des **fantasmes sexuels déviants**. SéOS s'adresse à toute personne directement concernée, à son entourage et aux professionnels confrontés à ces questions.

Il offre une ligne d'écoute **gratuite, anonyme et confidentielle** et une adresse e-mail de contact.

SéOS sert 3 grandes axes :

Écoute : SéOS est un espace d'accueil et d'écoute, anonyme, sans jugement.

- Il aide à sortir de l'isolement.
- Il propose une première évaluation des besoins de la personne.
- Il permet de faire le point sur la situation et cherche avec la personne des moyens pour la faire évoluer.

Orientation : SéOS oriente, à la demande, vers des équipes, associations, professionnel-le-s adapté-e-s aux besoins du demandeur.

Information : SéOS fournit des informations fiables, actualisées, ayant trait aux divers champs relatifs aux fantasmes sexuels déviants (aspects médicaux, légaux, ...). Il informe sur les services préventifs et de prise en charge en matière de déviances sexuelles.

À qui s'adresse SéOS?



Pour les adultes

Vous vous interrogez sur le consentement, vous êtes en difficulté avec des comportements potentiellement inadéquats ou vous présentez des fantasmes déviants tels que :

- La présence de fantasmes sexuels envahissants.
- L'intérêt pour la violence sexuelle envers autrui.
- L'intérêt pour le matériel pédopornographique.
- La crainte du recours à des comportements sexuels compulsifs (exhibitionnisme, voyeurisme,...).
- Le sentiment de risque de passage à l'acte abusif.
- L'attirance envers des mineurs.
- ...



Pour les adolescent-e-s

- Tu as parfois l'impression que tu n'es pas comme les autres ?
- Ce qui est autorisé ou pas n'est pas clair pour toi ?
- Tu recherches de plus en plus d'images sexuelles sur Internet ?
- Tu as vu des images qui te restent en tête ?
- Tu te sens inquiet-ète, honteux-se, coupable par rapport à la sexualité ?
- Tu trouves que le sexe prend trop de place dans ta tête ?
- ...



Pour l'entourage

- Vous avez découvert des images à caractère sexuel mettant en scène de la violence sur l'ordinateur de votre conjoint-e et vous ne savez pas comment lui en parler.
- Vous avez reçu la confiance d'un-e amie qui se sent sexuellement attiré-e par les enfants et vous ne savez pas quoi lui dire.
- Votre conjoint-e vous a parlé des abus sexuels qu'il-elle a subis dans son enfance et de sa peur de reproduire des actes similaires.
- ...



Pour les professionnel-le-s

- Vous êtes professionnel-le de santé, enseignant-e, travailleur-euse sociale, ...
- Vous êtes en difficultés avec un-e interlocuteur-ric-e qui exprime son malaise face à ses fantasmes sexuels déviants, ou son attirance sexuelle à l'égard des enfants.
- Vous êtes éducateur-ric-e, et un-e des jeunes que vous accueillez tient des propos sur sa sexualité qui vous inquiètent.
- Vous travaillez dans l'enseignement et êtes interpellé-e par le comportement inadéquat d'un-e collègue envers ses élèves.
- ...

N'hésitez pas à nous contacter.



0800 200 99



seos.be/tchat

Services gratuits, anonymes et confidentiels accessibles
lundi de 9h30 à 12h30, mardi de 13h à 16h
et jeudi de 20h à 23h, hors jours fériés.
Dès septembre 2022, également accessibles
mercredi de 18h à 21h.



contact@seos.be



www.seos.be



[instagram.com/seos_belgique](https://www.instagram.com/seos_belgique)



[facebook.com/SeosBelgique](https://www.facebook.com/SeosBelgique)

Projet financé par :



Wallonie



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Projet géré par :



Unité de Psychopathologie Légale

Conception graphique : www.neodiensis.com

Charte internationale

Lignes d'écoute pour personnes attirées sexuellement par les mineurs ou ayant des fantasmes socialement inacceptables

Charte internationale

Lignes d'écoute pour personnes attirées sexuellement par les mineurs ou ayant des fantasmes socialement inacceptables.

Préambule :

Obtenir une information, une orientation ou une aide adaptée, rapide et fiable est un enjeu majeur pour les personnes attirées sexuellement par les mineurs (PAM) ou ayant des fantasmes socialement inacceptables (PFSI). Sur le plan international, des équipes spécialisées apportent une aide à distance à ces usagers, via les outils de communication actuels et à venir. Ces équipes spécialisées agissent dans l'intérêt général et jouent ainsi un double rôle majeur de (i) prévention des passages à l'acte sexuel sur les mineurs et (ii) d'intervention précoce auprès des PAM et des PFSI (apporter aide personnalisée à distance, diffuser des informations accessibles, pertinentes et fiables, assurer l'accès à une offre de traitement, maintenir et renforcer le lien social).

Cette Charte présente les valeurs et principes d'intervention communs sur lesquels s'engagent les membres signataires de la Charte.

Principe 1 : La personne en difficulté est au centre de nos préoccupations. Les personnes qui contactent les lignes d'écoute sont fréquemment en souffrance (personnes attirées sexuellement par les mineurs, personnes souffrant de trouble pédophile, consommateurs de pédopornographie, mais aussi des proches) ou sont des professionnels confrontés à leur détresse. Elles ont besoin d'être écoutées et entendues, que leur situation soit comprise, que les informations et les aides proposées soient en adéquation avec leurs besoins et/ou attentes. Notre démarche a pour but d'améliorer la situation de l'appelant, par l'analyse de la situation, la transmission d'informations et la proposition d'une orientation vers des professionnels qualifiés.

Principe 2 : L'écoute proposée est neutre, sans jugement et ne constitue pas une activité commerciale lucrative. Les écoutants ne portent pas de jugement sur ce qu'ils entendent et ne donnent pas d'avis personnels sur les situations qu'ils rencontrent. Si des noms de contact sont transmis, ce sont ceux de personnes physiques ou morales sans conflit d'intérêt. L'appel doit pouvoir être anonyme et/ou confidentiel, non surtaxé pour permettre à tous ceux qui en ont besoin de mobiliser cette ressource.

Principe 3 : Les informations proposées sont fiables et actualisées. Chaque organisme signataire de la présente Charte s'engage à vérifier la fiabilité des informations destinées à être transmises, quel que soit le support de communication. Une actualisation régulière permet des mises à jour des ressources proposées.

Principe 4 : La confidentialité des données est garantie. Chaque organisation s'engage à respecter la législation en matière de protection des données en vigueur dans son pays d'exercice. Les conditions de l'échange téléphonique, de la conservation des données personnelles, de leur transmission à des tiers, de l'orientation des appelants, se font dans un cadre clair et précisé en début d'appel. Les usagers sont informés des conditions de traitement des informations les concernant.

Principe 5 : La sécurité des mineurs est, en tout temps, une priorité. En cas de risque imminent de passage à l'acte sur mineur, et selon le cadre législatif de chaque état, nous nous engageons à prendre les dispositions nécessaires (e.g. signalement aux services de police) pour garantir la sécurité des personnes menacées.

Principe 6 : Les intervenants sont formés et soutenus dans leurs activités. Que ces personnes soient bénévoles ou salariées, une formation initiale et continue leur est dispensée afin de garantir une connaissance minimum des dispositifs et des problématiques des appelants, la qualité de leur écoute et des réponses proposées. Les intervenants accueillent la souffrance des appelants. Ces intervenants ont besoin d'être eux-mêmes écoutés et soutenus lors de temps d'échanges pour garder le recul et la neutralité nécessaires à la qualité de leur travail. Les temps de pause, l'analyse des pratiques, les supervisions... sont des bases fondamentales de l'organisation de cette ressource.

Principe 7 : Le suivi et l'évaluation du dispositif sont mises en œuvre afin d'accompagner ses évolutions. Chaque organisme signataire de la Charte s'engage à mettre en place un recueil d'indicateurs de suivi quantitatif et qualitatif de l'activité. L'analyse et le suivi de l'activité permettent de faire évoluer l'offre en fonction des besoins identifiés.

Principe 8 : Ensemble, on va plus loin. Les signataires de la présente Charte s'engagent à porter collectivement la diffusion, l'information et les ressources de la présente Charte auprès du grand public et des politiques, à participer aux travaux scientifiques et de recherche sur ce thème, à soutenir les équipes pouvant être ressources dans le développement des lignes d'écoute sur les fondements de la présente Charte et à faciliter le développement de cette offre dans d'autres pays.